

# CONTACT

Le magazine de l'Université de Bordeaux III



CONTACT N° 108 - JUIN 1989

COOPÉRATION BRISTOL-BORDEAUX .....	P. 2
INTERVIEW DE J. GUERRESCHI .....	P. 4
ENSEIGNEMENT ET RÉVOLUTION .....	P. 6
LES GIRONDINS .....	P. 10
COLLOQUES .....	P. 14

**CONVENTION DE COOPÉRATION****THÈSES D'ÉTAT****ÉTUDES HISPANIQUES**

Carlos QUESADA : *Le quotidien madrilène El País (1976-1986), problématique d'une institution de presse privée*, le 14 avril 1989.

**LITTÉRATURE FRANÇAISE**

Jean-Pierre LUCCIONI : *François Bonjean, romancier de l'Islam*, le 22 avril 1989.

**THÈSES DE DOCTORAT  
DE L'UNIVERSITÉ DE BORDEAUX****LITTÉRATURE FRANÇAISE ET COMPARÉE**

Christian CHEMINADE : *L'abbé Gabriel-François Coter (1707-1782) : un philosophe républicain et réformateur au XVIII<sup>e</sup> siècle*.

**GÉOGRAPHIE TROPICALE**

Emile EMERUSENCE : *La colonisation rurale et les problèmes du front pionnier du Kumoso au Burundi*, le 9 mars 1989.

**SCIENCES DE L'INFORMATION  
ET DE LA COMMUNICATION**

Matthieu BELLOIR : *Exposcopie ou sensibilisation à l'information scientifique technique et industrielle par l'exposition*, le 9 mars 1989.

Mamadou COULIBALY : *Les problèmes des PME/PMI de Côte d'Ivoire et l'information économique et sociale*, le 2 mars 1989.

---

Directeur de publication : Jacques MONFÉRIER,  
Président de l'Université de Bordeaux III  
Rédacteur en chef : Claude LESBATS  
Secrétaire de rédaction : Elisabeth GALAUP  
Réception des articles : François LEBAS, CUIO,

---

Bât. K, porte 188, Université de Bordeaux III,  
33405 TALENCE CEDEX - ☎ 56.84.50.23  
ISSN 0221-7724 - Imprimé par le S.T.I.G.  
Photocomposition : Monique VERDIER

---

**D**epuis le jumelage de Bordeaux avec Bristol en 1947, les liens tissés entre les deux cités sur le plan scolaire notamment se sont constamment développés.

Une nouvelle étape a été franchie le 14 avril dernier par la signature d'une convention de coopération liant l'Université de Bristol aux trois Universités Bor-

delaises (Sciences, Droit et Sciences Economiques ; Médecine et pharmacie, Lettres et Sciences humaines). Cette cérémonie a eu lieu à Bordeaux III en présence du Vice-Chancelier de l'Université de Bristol, Sir John Kingman et des Présidents des trois Universités Bordelaises, sous la présidence d'honneur de Monsieur Philippe Lucas, Recteur de l'Académie de Bordeaux.



De gauche à droite : Mrs Ducassou, Lucas, Sir John, Lascombe.

Certes les Universitaires Bristoliens et Bordelais se connaissent depuis de nombreuses années, mais il était devenu nécessaire de préciser les intentions communes dans un texte officiel. Celui-ci constitue ainsi que l'a déclaré Monsieur RITZ, Président de l'Université de Bordeaux III «un outil puissant et créateur d'avenir, dont l'une des avancées majeures est le principe de réciprocité et l'annulation des frais d'inscription pour les étudiants régulièrement inscrits dans une université et désirant poursuivre des études dans l'autre».

Cet événement d'importance se situait dans le cadre des premières journées Bordeaux-Bristol — organisées par l'Association Bordeaux-Bristol et l'Université de Bordeaux III.

Consacrées cette année à «l'Angleterre et à la France au XVIII<sup>e</sup> siècle et à la veille de la Révolution» ces journées inaugurent un long cycle de rencontres annuelles — tantôt à Bordeaux, tantôt à Bristol — sur les thèmes intéressant

tous les partenaires des mondes socio-professionnels, économiques et culturels.

En doublant ainsi les échanges scolaires déjà anciens et les relations universitaires nouvellement officialisées, cette initiative renforce encore les liens entre les deux villes de Bordeaux et de Bristol.

---

**P. HAWKINS  
A BORDEAUX**

L'U.F.R. des Pays Anglophones a reçu le 19 avril M. Peter HAWKINS, Lecturer in French, University of Bristol. Spécialiste de la Chanson Française, il a donné un récital très apprécié d'adaptations en anglais de chansons françaises d'auteurs contemporains (Léo Ferré, Boris Vian, Georges Brassens, Jacques Brel). Cette manifestation s'est déroulée avec la participation de l'Association Bordeaux-Bristol.

# ATTRIBUTIONS DES VICE-PRÉSIDENTS

## PAR ARRÊTÉ DU PRÉSIDENT DE L'UNIVERSITÉ (24.04.89) :

Madame Anne-Marie COCULA, vice-président du Conseil d'Administration, premier vice-président, reçoit délégation de signature permanente pour toutes les affaires de l'Université. Elle est chargée des emplois, du développement du potentiel pédagogique et administratif de l'Université, et des relations publiques.

Monsieur Jean-Bernard MARQUETTE, vice-président du Conseil Scientifique, est chargé de la Recherche à l'Université et du Service de la scolarité du 3<sup>e</sup> cycle. Délégation de signature est donnée à M. J.-B. Marquette dans les domaines relevant de ses compétences.

Monsieur Michel JOUVE, vice-président du Conseil des Etudes et de la Vie Universitaire, est chargé du Service

de la scolarité du 1<sup>er</sup> et du 2<sup>e</sup> cycle, du Service des Bourses, des relations internationales. Délégation de signature est donnée à Monsieur Michel Jouve dans les domaines relevant de ses compétences.

**Anne-Marie COCULA** : Vice-présidente du Conseil d'Administration de l'Université, ancienne élève de l'E.N.S.E.T., agrégée d'histoire et géographie, docteur d'Etat, est professeur d'histoire moderne à l'Université où elle est actuellement directrice de l'Institut d'histoire. Spécialiste d'histoire régionale, elle est l'auteur de nombreux articles et ouvrages, notamment *Les gens de la rivière de Dordogne au XVIII<sup>e</sup> siècle*, et une biographie de l'écrivain périgourdin Brantôme.

### Michel JOUVE :

Agrégé d'anglais, le Professeur Michel Jouve a enseigné au lycée du Havre, puis aux universités de Rouen et de Tunis, avant d'arriver en 1971 à l'université de Bordeaux III.

Docteur d'Etat, il est l'auteur d'une thèse sur la caricature anglaise. Il a publié *L'Age d'or de la caricature anglaise*. Il est spécialiste de littérature anglaise des XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles, ainsi que de l'art anglais du XVIII<sup>e</sup> au XX<sup>e</sup> siècle. Il dirige l'U.E.R. des Pays anglophones depuis janvier 1985. Il dirige aussi le *Groupe d'études et de recherches britanniques* (université de Bordeaux III).

### Jean-Bernard MARQUETTE :

Après son agrégation d'histoire (1957), le Professeur Jean-Bernard Marquette a enseigné au lycée de Périgueux, puis au lycée Montesquieu à Bordeaux. Entré à la Faculté des Lettres de Bordeaux en 1967, il devient professeur d'histoire médiévale en 1972. Sa thèse a porté sur la famille d'Albret. Spécialiste de l'histoire de l'occupation du sol, il est responsable du *Centre de recherches sur l'occupation du sol et le peuplement* (associé au CNRS). Il est également co-directeur des *Annales du Midi* et responsable des *Journées internationales d'histoire de Flaran*.



## VOYAGES WASTEELS... DÉJÀ 92

"J'ai moins de 26 ans,

Je voyage moins cher,

Je voyage en B.I.G.E.WASTEELS..."  
(sans acheter aucune carte)

"EN FRANCE, EN EUROPE, JE BOUGE EN BIGE WASTEELS!"

WASTEELS C'EST AUSSI TOUS LES PRODUITS JEUNES SNCF



### BORDEAUX-LISBOA

en BIGE : 586 Frs Aller/Retour

en AVION : 635 Frs Aller simple (tarif jeune)



jsf — AIR

L'AVION MOINS CHER!

Pour vous, 2000 vols à tarif réduit pour le monde entier.  
(sans limite d'âge)

175 AGENCE EN EUROPE

33000 BORDEAUX  
65, Cours Alsace Lorraine  
Tél. 56.48.29.39

33800 BORDEAUX  
Rue C. Domercq (face Gare St-Jean)  
Tél. 56.91.97.17

Lic. A568

## ***JEAN GUERRESCHI SUR TOUS LES FRONTS***

*La «montée en première ligne» de Jean GUERRESCHI a pris des allures d'envolée : non content d'avoir fait la nique au protocole parisien, qui veut que l'on soit «adopté» avant d'être publié, ce corbeau blanc des lettres a tout raflé, ou presque : un fauteuil (malcommode) à Apostrophes, cinq prix (dernièrement celui de l'union des éditeurs de langue française) et une troisième place au prix du livre inter, sans parler de l'unanimité des critiques, mais malgré le vertige des sommets, Jean Guerreschi s'est remis au travail. En gardant la tête froide : un autre exploit en soi.*

*Propos recueillis par O. Fély*

**O. FÉLY :** Si vous deviez déterminer un «cadre» à cette interview, quel serait-il ?

**J. GUERRESCHI :** A titre de préliminaire, j'aurais envie de dire trois choses. En commençant par citer Ponge, qui dit que «s'expliquer par la parole, c'est comme déplacer des linges sales dans une vieille malle», alors que l'écriture, par rapport au langage parlé, c'est propre — c'est le côté obsessionnel mallarméen qui me fait sourire chez lui ! Ensuite, le fait d'avoir écrit un livre, ça ne m'autorise à pontifier ni sur l'écriture ni sur quoi que ce soit. Je ne me crois pas autorisé à dire : «L'écriture C'EST cela», avec ce côté péremptoire... Je crois seulement pouvoir dire comment ça a été pour moi. Pour finir, si je savais, au sens strict, pourquoi j'ai écrit ce livre, quelles en sont les implications conscientes et inconscientes, je crois que je ne l'aurais pas écrit. On écrit sur une fondamentale inconscience, avec un fondamental aveuglement : un peu comme Oedipe qui a des lumières sur l'Enigme se précipite aveuglément vers son destin.

**O.F. :** Montée en première ligne<sup>1</sup> est

frappant sur bien des points, notamment le fait que l'action soit strictement limitée dans le temps, et puis ce prodigieux déferlement de personnages...

**J.G. :** La période, j'y ai beaucoup réfléchi depuis que le livre est sorti, parce qu'à dire vrai je ne sais pas pourquoi je suis tombé sur cette époque-là. Peut-être l'origine de ce que sera l holocauste, le massacre à grande échelle, la fuite de la culture, de la paix — comme si la paix faisait peur... D'ailleurs, je ne suis pas le seul à m'être penché sur cette origine-là. L'action de *l'homme sans qualités* se déroule entre août 13 et août 14. Le cycle de *La roue rouge* de Soljenitsyne commence aussi en juillet-août 14. Sans parler de Jules Romains et Martin du Gard, qui y consacre plus de la moitié des *Thibault*... Il y a une seconde raison : il m'intéressait de savoir comment les écrivains réagissent lorsqu'une guerre éclate. Eh bien, c'est stupéfiant : les rares qui réagissent humainement, à mon sens, sont Kafka, Rilke, quoique avec une capacité de réaction plus relative, et R. Rolland, Céline et Bernanos, beaucoup plus tard il est vrai, ont également com-

pris que cette guerre était la première, qu'il y allait en avoir une seconde, que rien n'était résolu. Alors que la plupart des autres, Péguy notamment, sont partis véritablement en «croisade». Joyce, dans un tout autre genre mais aussi choquant, pense que les protagonistes feraient mieux de lire ses livres plutôt que de se battre... Finalement, le plus proche de moi c'est Kafka, lesté par le désespoir, qui voit se dérouler le massacre avec horreur et fascination, comme s'il s'agissait de «l'histoire mondiale de son âme». En outre, je suis frappé de voir que la guerre a agi comme une sorte de coup de frein brutal sur l'écriture, la peinture, la musique : le cubisme, Ravel, Satie, alors très avancés dans leurs recherches... Les gens se sont arrêtés, comme sidérés. Et puis, surtout, en 14 on ne savait pas ce que voulait dire «holocauste». Aujourd'hui, il nous faut gérer cet impensable devenu réel ; penser l'impossible en quelque sorte, ce qui nous confronte à des problèmes radicalement nouveaux. Quant au nombre de personnages, j'ai voulu rendre sensible le côté mondial de cette guerre : on est dans une sorte de Babel, il y a un brouhaha. Cette

foule est la foule de mes personnages intimes ; certains, comme Kafka, qui dans le premier brouillon — une seule phrase de cent cinquante pages — ne se voyait accordé qu'une demi ligne ! me le sont devenus en cours de route. J'avais besoin de tous ces personnages pour... j'allais dire : «pour dire qui j'étais !»... (rires)

**O.F. : La publication de votre livre, qui doit en laisser rêveurs plus d'un, est exceptionnelle : vous n'êtes ni du séraill, ni du «métier» ; ne réunissant aucune des caractéristiques «souhaitées» par Paris, vous y êtes pourtant accueilli à bras ouverts : qu'est-ce que cela a changé ?**

J.G. : La publication change beaucoup de choses, ne serait-ce que le fait qu'on ne peut plus revenir en arrière. Avant, je pouvais toujours rêver de faire mieux. Pendant vingt ans, j'ai rencontré un principe de réalité, indépendamment de l'aventure psychique et métaphysique qu'est l'écriture, qui était le suivant : «vos textes ne sont pas publiables». Si j'ai attendu tout ce temps, c'est que je n'ai fait aucune concession concernant la lisibilité de mes textes, aussi étais-je persuadé que la censure était uniquement extérieure... Aujourd'hui, c'est différent : c'est à la fois un facteur incontournable et un mur à partir duquel je pars. C'est un nouvel enjeu, le paradoxe de l'écrivain dont Michel de M'Uzan dit qu'il consiste, pour tout créateur, c'est être coincé entre le fait de plaire aux autres et ne plus se plaire à soi-même, et celui de se plaire à soi-même et ne plus arriver à plaire aux autres. J'ai voulu me colleter avec ce dilemme.

**O.F. : Vous estimatez l'avoir réussi ?**

J.G. : Je ne dirais pas «c'est réussi» ou «c'est raté» : je n'en sais rien. Est-ce que c'est raté pour Musil qui n'est pas parvenu à «boucler» *L'homme sans qualités*? Il était écrivain, reconnu ; il aurait pu commencer une «carrière» : ça n'est pas ce qu'il a voulu. Tout dépend de ce que l'on veut. Des gens comme Musil, Joyce, Kafka, Rilke ont eu la force de travailler cet écheveau de fils qui était à la fois le leur et celui des autres ; une force presque physique, très matérielle, que tout le monde n'a pas. Disons qu'ils avaient une équation psychique qui fai-

sait qu'ils pouvaient sans cesse avoir envie d'autre chose.

**O.F. : Vous dites : «à la fois le leur et celui des autres» ?...**

J.G. : Oui. Je n'ai pas de conception de la littérature mais j'imagine celle-ci comme une sorte d'œuvre qui n'est pas tout à fait personnelle, mais plutôt collective. Pas au sens des brigades d'écrivains de la révolution russe, ni au sens des gens de théâtre, juste après 68. Non : collective au sens d'*«infra»*, au sens de la communication rhizomatique, de la seule communication possible selon moi, telle que l'entendent Deleuze et Guattari dans *Mille plateaux*. J'ai la conviction, qui n'a rien d'intellectuelle, que lorsqu'on écrit, on se sent communiquer avec «ceux qui sont déjà morts» et «ceux qui ne sont pas encore nés», comme dit Schopenhauer. Pour reprendre la métaphore de l'écheveau, je dirais que la «tapisserie» de l'écriture fonctionne à plusieurs niveaux : certains travaillent à surface, placent des petits fils de couleur, et ceux-là on leur donne des prix — malheur à moi qui en ai déjà quelques-uns ! et puis il y a ceux «qui creusent les fossés de Babel», comme disait

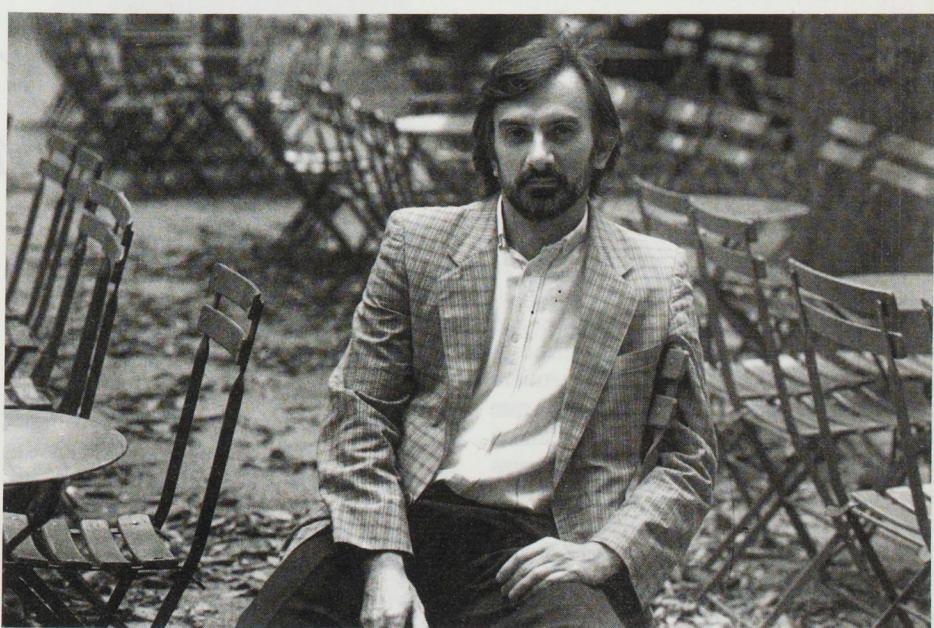
Kafka ; les artisans de la trame, dont j'espère faire partie, ce qui est un rêve extrêmement orgueilleux.

**O.F. : C'est dans cette «trame» que l'intérêt réside, et où les risques commencent...**

J.G. : Absolument : quand on travaille à ce niveau-là, on est menacé, parce qu'il n'y a plus de repères dans ces profondeurs. Cela peut mener à un tressage de la «tapisserie» tellement complexe que celui-ci finit pas casser, ou bien il ne véhicule plus rien : il devient un problème pour lui-même et se met à «boucler» indéfiniment : cela pourrait être une des formes de la folie. Mais j'ai tendance à croire que le plus retors d'un texte, là où il y a le plus de sens accumulé, c'est encore dans ce qui se lit le plus aisément : plus c'est clair, plus c'est riche. En fait, on a l'écriture que l'on est à un moment donné ; quelque part on se livre...

**O.F. : C'est le cas de le dire... (rires)**

(1) Montée en première ligne, Julliard, 479 pages, 150 FF.



«Parler sérieusement ne revient-il pas à être gogue nard?». (Photo John Foley ©)

# LA RÉVOLUTION FRANÇAISE



## *LA RÉVOLUTION FRANÇAISE ET L'ENSEIGNEMENT*

Tout autant que la société d'ordres ou les finances royales, en 1789 le système scolaire français était menacé d'implosion. La crise était ancienne et l'expulsion des Jésuites en 1764, première congrégation enseignante n'avait fait que l'aggraver. Les cahiers de doléances furent unanimes pour exiger une réorganisation profonde de l'ensemble. La destruction de l'Ancien Régime amena au pouvoir des hommes nouveaux imbus de l'esprit des Lumières dont les premiers actes furent de donner à la notion d'Instruction publique la réalité qu'avaient souhaité les philosophes du XVIII<sup>e</sup> siècle et de dissocier définitivement le cou-

ple Eglise-Etat hérité de la monarchie. Ces décisions contraignirent le gouvernement à assumer lui-même la tâche éducative dévolue jusque là au clergé.

En 1790, on transforma les anciens établissements en collèges nationaux dont l'Etat devait assurer l'entretien des bâtiments et la rémunération des professeurs. Un décret du 8 mars 1792 confirma aussi la suppression de toutes les congrégations. Toutefois, leurs membres pouvaient demeurer en place à titre personnel. L'enseignement devenait un service public. Il n'était pas question d'établir pour autant un quelconque mono-

pôle. Au contraire, la nécessité de la liberté d'entreprise était une conviction dominante. Cela était d'autant plus indispensable que les collèges nationaux moribonds ne firent que survivre. Les Français avaient retiré leurs enfants de ces maisons dans lesquelles ils n'avaient plus confiance : incertitude du lendemain, faiblesse des études, méfiance à l'égard des professeurs, les raisons de manquaient pas.

Le 17 septembre 1793, la Convention préféra prononcer la fermeture définitive de tous les collèges et universités de France et accorder la priorité à l'al-



phabétisation de tous. Le manque de cadres compétents contraignit le Comité d'instruction publique, sous l'impulsion de scientifiques éminents comme Monge, Carnot ou Lakanal, à mettre en place une structure scolaire nouvelle et hiérarchisée selon les idées émises par Talleyrand ou Condorcet. L'Ecole Normale Supérieure vit le jour le 24 octobre 1794 suivie le 30 novembre par l'Ecole Centrale des Travaux Publics rebaptisée l'année suivante Ecole Polytechnique. Les Thermidoriens accélèrent le processus en réorganisant l'enseignement secondaire le 24 octobre 1795.

Dans les écoles centrales départementales, les études prévues favorisaient résolument les disciplines scientifiques chères aux encyclopédistes au détriment des humanités classiques réduites à une portion congrue. Pourtant, l'argent manquait et les locaux réquisitionnés à la hâte étaient délabrés, le matériel insuffisant malgré les projets ambitieux de jardin botanique, de cabinet de physique et de bibliothèque, les professeurs rares et peu qualifiés. Ces établissements prévus en Aquitaine à Agen, Bordeaux, Pau, Périgueux et Saint-Sever n'ouvrirent qu'en 1797, fréquentés par 699 élèves seulement<sup>1</sup>, quatre fois moins qu'en 1789 et les chiffres ne cessèrent de baisser. Si dans d'autres régions françaises, le succès fut réel, les nouveaux instituts n'en révélerent pas moins rapidement leurs limites pédagogiques, obligés d'accepter des enfants de 11 ans et moins pour suivre des cours de dessin pléthoriques ou des adultes de 21 ans et plus pour ceux, déserts, de droit ou de grammaire générale. Entre école primaire et université, l'école centrale n'était plus le centre médian du dispositif scolaire mais l'ensemble de ce dispositif qu'elle avait phagocité<sup>2</sup>.

Le Coup d'Etat puis la loi du 1<sup>er</sup> mai 1802 qui créait les lycées, balayèrent les propositions des derniers défenseurs des écoles centrales enfants de la Convention, qui n'avaient plus leur place dans le nouveau régime qui s'installait<sup>3</sup>.

François CADILHON

1. Arch. Nat. F<sup>17</sup> 1344.

2. CADILHON (F.).— *L'enseignement secondaire à Bordeaux et dans le Sud-Ouest aquitain de la fin de l'Ancien Régime au début de la III<sup>e</sup> République*, Thèse de doctorat, université de Paris IV, 1988, p. 676.

3. MAYEUR (F.).— *Histoire générale de l'éducation*, tome III, Paris, Nouvelle librairie de France, 1982, p. 76.

## «LES BROCHURES RÉvolutionnaires».

Dans le domaine de l'imprimerie et de l'édition, comme en bien d'autres, la Révolution accéléra et précipita les évolutions apparues quelques années auparavant. Cette période est marquée par la recherche d'une plus vaste diffusion du livre. Pour multiplier à bon compte les tirages, la présentation devient plus simple et les livres laissent déjà entrevoir des tendances qui allaient pleinement s'imposer à l'époque romantique. L'essor exceptionnel de la presse périodique vient confirmer ces transformations. De nouveaux impératifs apparaissent, dominés par un accroissement sans précédent des tirages, et pour y faire face les imprimeurs se lancent dans une plus grande mécanisation de leur travail. Nous n'insisterons pas davantage sur ces aspects de l'histoire du livre, qui commencent à être assez bien connus.

nel de ces documents pour une connaissance plus directe de la vie des Français au moment de la Révolution. Cette recherche a abouti récemment à la publication d'un important ouvrage concernant les fonds révolutionnaires conservés à Toulouse : Elisabeth COLOUMA, *Brochures révolutionnaires 1788-1815 : Catalogue d'un fonds spécial de la Bibliothèque Municipale de Toulouse*, Bordeaux, Société des Bibliophiles de Guyenne, 1988. VIII-389 p., 35 pl. h.-t. Ce fonds, constitué en 1918, concerne la suppression des Parlements en mai 1788, la préparation des Etats Généraux, puis l'ensemble des événements de la période 1789-1799, enfin des affiches administratives du Consulat et de l'Empire. Ces 1231 brochures abordent principalement les thèmes suivants : la politique avec des discours, des pamphlets, des actes officiels de police, des convocations à des assemblées ; les affaires religieuses, les fêtes, la presse ; les légions patriotiques et les armées ; enfin l'ensemble des difficiles problèmes des subsistances. Ce très riche fonds n'est pas exclusivement toulousain. La moitié à peine des impressions viennent de Toulouse. Près du sixième des pièces sont imprimées à Paris, un peu moins dans les villes du Sud de la France. Bien d'autres villes sont concernées par ces documents, telles : Amiens, Auxerre, Bordeaux, Coutances, Lille, Nantes, Orléans, Saint-Lô, Troyes ou Versailles. Quelques brochures concernent même des villes étrangères comme Genève, Hambourg, Leyde et Londres.

Ainsi, loin d'être un fonds strictement local, cet ensemble de brochures étudiées dans ce volume concerne des aspects très variés de la Révolution dans toutes les parties de la France. Il témoigne de la richesse, encore largement méconnue, des bibliothèques publiques de France. Il est à souhaiter que ce beau volume suscite des recherches analogues dans d'autres grandes bibliothèques provinciales.

Charles TEISSEYRE

# LA RÉVOLUTION FRANÇAISE

## LA PRESSE A BORDEAUX

Selon Jules Michelet, la presse est active aux débuts et à la fin des révoltes. Ce jugement semble justifié à Bordeaux lors de la grande révolution.

Deux feuilles seulement ont réussi à vivre et à survivre plus de sept ans. *Le Journal de Gironde* créé en 1784 change plusieurs fois de titre et prend en 1790, celui de *Journal patriotique et de commerce*. De 1790 à 1797, le *Journal de Bordeaux* fut le porte parole quasi-officiel de la Société des Amis de la Constitution.

Au début de la révolution, les titres sont nombreux, mais éphémères. Le *Journal de l'Assemblée Nationale* paraît à partir de mai 1789, *La Nouvelle du jour* ne paraît que du 9 janvier au 6 mars 1790, *Le Courier* (sic.) de Bordeaux est imprimé en fait à Paris.

A la fin de la révolution, sous le Directoire, les créations sont aussi nombreuses : 9 en 1797, 7 en 1798, 3 en 1799. *Le Mercure de la Gironde ou le Journal maritime* fournissent des renseignements précieux sur l'activité commerciale et la vie quotidienne. Apparaît aussi une presse spécialisée pour les mères de famille, la santé, l'hygiène et l'histoire naturelle. Les titres sont axés vers Bordeaux et les images de la nature et manquent d'originalité *La Gazette bordelaise*, *La Ruche*, *Le Frelon*, *L'Abeille*, *l'Indicateur*, *le Spectateur de Bordeaux*, *le Télégraphe bordelais*.

Lors de la grande crise de 1792 à 1794, la presse est malheureusement peu importante car étroitement surveillée par les autorités. *Le Courier de la Gironde*, fondé le 1<sup>er</sup> janvier 1792, ne fournit que peu de choses sur les événements révolutionnaires. Son rédacteur Maradon, ancien porte parole de la Société des Amis de la Liberté et de l'Egalité fut exécuté le 27 octobre 1793 comme «fédéraliste». Même pendant les incidents graves de l'été 1793, *Le Journal amusant et littéraire*, rédigé en grande partie par le rimailleur Romain Dupérier de Larsan,

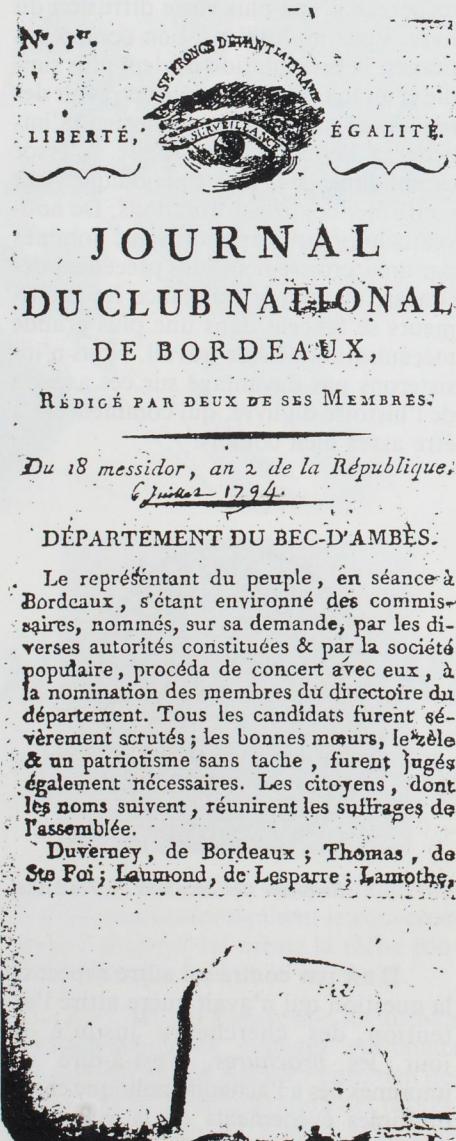
parut de mars à octobre, jusqu'à l'arrestation de son rédacteur principal «Utilité, gaité, légèreté, nouveauté et variété, le tout au plus grand plaisir des dames» promettait le sous-titre. La politique tient peu de place dans ces pages littéraires rédigées par un noble qui s'est «culotidé».

Plus intéressant pour le vocabulaire et les pratiques révolutionnaires est le *Journal du Club National de Bordeaux*, qui commence à paraître le 18 messidor de l'an II (ou 6 juillet 1794). Ce fut le journal du célèbre Lacombe, Président de la Commission militaire, pendant quelques jours seulement, car après le 9 thermidor de l'an II, le journal se retourna contre son ancien patron qui fut guillotiné peu après. Après la fermeture du Club National, le 1<sup>er</sup> février 1795, le journal changea de titre et continua à paraître comme *Feuille de Bordeaux*.

Ainsi les fonctions de journaliste pouvaient être sanctionnées par la peine de mort. Outre Marandon et Lacombe, d'autres rédacteurs furent conduits à la guillotine (Warmselle, Cornu, Simon, Lacourt) ou en prison (Dupérier de Larsan) en 1793-1794. Sous le Directoire, des imprimeurs et journalistes furent victimes de poursuites et de procès. Au total, la liberté de la presse de Bordeaux ne fut réel qu'après 1814, et surtout dans la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle.

Il est possible de consulter dans les archives et bibliothèques de la ville de Bordeaux ce qui reste des collections de la presse révolutionnaire. Il faut remercier des érudits comme Bernadau et Ernest Labadie qui ont sauvé de l'oubli et de la destruction totale des petits morceaux de papier où les révolutionnaires bordelais, girondins, montagnards ou thermidoriens ont imprimé ce qu'ils pensaient être des vérités éternelles mais qui paraissent aujourd'hui des opinions éphémères.

M. FIGEAC





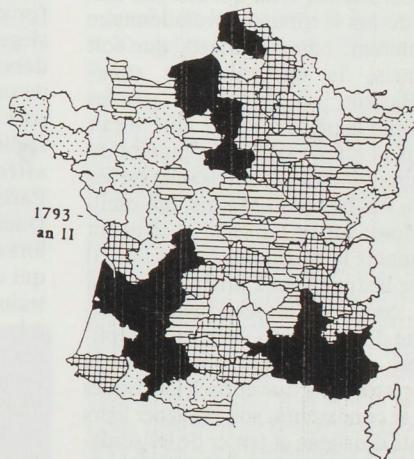
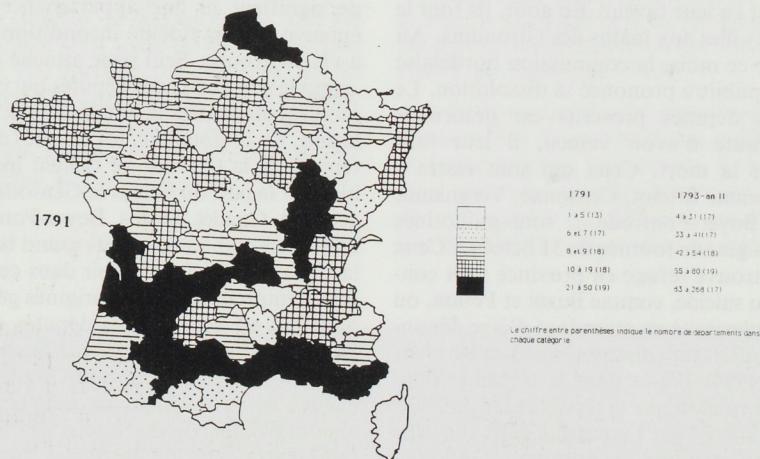
# UNE GÉOGRAPHIE POLITIQUE DU JACOBINISME : QUELQUES ENSEIGNEMENTS

**A**u printemps de l'an II, un réseau dense de sociétés populaires recouvre le territoire de la République. Une société tient alors régulièrement ses séances dans tous les chefs-lieux des 88 départements, dans 552 (98,4 %) des 561 chefs-lieux de district, dans 2 883 (60 %) des 4 816 chefs-lieux de canton ; au total dans 5 402 (13,3 %) des 40 680 communes que compte alors la République. La massivité du phénomène témoigne de l'ampleur diffusion des nouvelles pratiques politiques qui ont accompagné le cours de la Révolution : aucune région, aucun département, aucun district (à l'exception de celui de

la Roche-sur-Yon) ne les ont ignorées. Sa pénétration reste toutefois fort inégale : les contrastes sont éloquents, des 17 sociétés de la Mayenne ou des 19 des Deux-Sèvres (sans parler des 4 sociétés corse) au 268 de la Drôme. Mais comment interpréter les inégalités qu'il révèle ? Faut-il y voir un indice d'une première géographie politique, qui distinguera une France de l'adhésion d'une France de l'indifférence ou de la résistance ? Est-ce déjà l'expression de ces « tempéraments régionaux » qui feront les délices des préfets de l'Empire et d'une certaine sociologie politique ? L'interprétation d'un

tel phénomène est sans nul doute plus complexe, et plus délicate.

Ce réseau ne s'est pas constitué partout au même moment, ni avec la même intensité. Durant les premières années, les sociétés politiques se fondent d'abord, loin de Paris, dans des régions dotées de structures d'accueil, qui connaissaient dès l'Ancien Régime une sociabilité associative vigoureuse. C'est le cas de l'Aquitaine, avec son foisonnement de petites villes et sa forte implantation maçonnique, de la Provence, terre de prédilection des confréries de pénitents, aux communautés très structurées, de la Bretagne et de l'Alsace, avec



L'implantation des sociétés populaires (1790-an II)

leurs nombreux cercles de lecture et sociétés littéraires, du Nord, région d'intense vie sociale. À la fin de 1791, viennent ainsi en tête du mouvement de création des associations politiques la Gironde (50 sociétés), le Lot-et-Garonne (40 sociétés), la Haute-Garonne (33 sociétés), l'Hérault (32 sociétés), la Dordogne (31 sociétés). Avec la grande offensive marseillaise du printemps 1792, la dynamique bascule vers le versant méditerranéen, donnant à la fin de l'année, les premières places au Vaucluse (97 sociétés), au Var (69), aux Bouches-du-Rhône (67), devant la Gironde (60), et le Gard (55).

Au début de l'an II, les sociétés qui, depuis le printemps, se désignent désormais comme «populaires», sont en passe d'être intégrées à l'appareil même du gouvernement révolutionnaire : leur statut originel de «sociétés de pensée», de lieu du débat et de la discussion politique, tend à s'estomper, voire à être remis en question : leur rôle est,

de plus en plus, celui de fer de lance de la mobilisation nationale. La création d'un nouveau club, l'adhésion individuelle à une société revêtent dès lors une signification différente. La carte de l'an II, beaucoup plus cohérente que celle de 1791, est désormais celle des résistances et des adhésions, fruit aussi bien d'un engagement politique que d'un conformisme difficile à évaluer. Les terres de «l'insociabilité» chères à Michelet sont celles de la contre ou de l'anti-révolution, l'Ouest intérieur, de la Vendée aux Côtes-du-Nord, les hauts terres du Massif central, Cantal, Lozère, Haute-Loire ; ce sont celles de la réticence qui caractérisent les départements récemment rattachés à la République, Alpes-Maritimes, Mont-Blanc, Mont-Terrible, voire Corse (une seule exception : le Vaucluse) ; ce sont celles, enfin, qui, quoique patriotes, ne montrent guère enclines au débat et au militantisme, tout en manifestant une grande soumission aux politiques gouvernementales, comme les marges de l'Est. A l'opposé, aux

terres originelles de la sociabilité politique qui, malgré la crise fédéraliste, ont maintenu un réseau dense et actif, viennent se joindre les régions qui connaissent l'essor d'un mouvement sans-culottes fougueux, aussi bien rural que citadin ; l'impact parisien, peu visible durant les premières années, devient ici éclatant. L'action directe des armées révolutionnaires vient se combiner à l'activisme des journaliers agricoles, comme dans l'Oise ou dans le district de Béthune, pour faire émerger une vie associative inconnue sous l'Ancien Régime.

L'implantation des sociétés politiques autorise ainsi de suivre, dans ses conjonctures successives, ses modalités diverses et contrastées, la réalité historiquement mouvante de la participation politique des citoyens français, et beaucoup plus modestement, des citoyennes, à la Révolution.

Jean BOUTIER

# LA RÉVOLUTION FRANÇAISE

## LES GIRO

«Hommes de la Gironde, levez-vous !»  
(Vergniaud, 5 mai 93)

Dans la nuit du 30 au 31 mai 1793, les sans-culottes des sections parisiennes ont activé leur mobilisation et préparé leur marche du lendemain vers la Convention. Le moment est venu de la débarrasser de ses députés «traîtres» comme le demandent depuis des mois Robespierre et Marat. Déjà circulent dans Paris les listes des «coupables» avec toujours les mêmes noms. Cette trentaine de conventionnels comprend les plus connus des Girondins, ceux qui ont fait traduire Marat devant le tribunal révolutionnaire ou qui souhaitent, comme Isnard, que soit anéanti Paris, la capitale des sans-culottes : «Bientôt, on chercherait sur les rives de la Seine la place où cette ville aurait existé». Mais la manifestation populaire du 31 mai n'impressionne pas suffisamment les députés de la Plaine ou du Marais, qui oscillent entre Montagne et Gironde et tiennent entre leurs mains le destin des Girondins. Il faut attendre le dimanche 2 juin pour que la Convention, cernée par les sectionnaires parisiens, décrète d'arrestation vingt-neuf députés girondins. Ces derniers ont encore le choix : soit rester à Paris avec tous les risques d'être jugés et condamnés, soit regagner leurs départements d'origine et tenter de les soulever pour «libérer» la Convention. Tel est le sens du vibrant appel lancé début mai par Vergniaud aux autorités du département de la Gironde. Les proscrits du 2 juin seront-ils entendus ?

Ils peuvent l'être. La victoire des Montagnards est fragile puisque la Convention est menacée sur tous les fronts. A l'extérieur, les coalisés encerclent la jeune République. A l'intérieur, l'armée des Vendéens, soulevés depuis mars, a repris l'offensive. Prévoyant la proscription des Girondins, la ville de Lyon s'est déjà révoltée contre la Convention.

Marseille, Nîmes, Toulouse et Bordeaux suivent son exemple dès l'annonce des journées des 31 mai et 2 juin. Le 9 juin, c'est le tour du département du Calvados où se retrouvent le 13 juin les délégués des départements hostiles à la «dictature» montagnarde. Ils projettent là d'installer hors de Paris, peut-être à Bourges, au cœur de la République, une nouvelle assemblée délivrée de la tyrannie des sans-culottes. A Bordeaux, s'est constituée depuis le 9 juin une commis-

sion populaire de salut public dont les quarante-neuf membres, issus des corps constitués du département, se sont liés par ce serment : «Je jure guerre éternelle aux tyrans, aux trahisseurs, aux anarchistes ; je jure de maintenir la Liberté, l'Égalité, la République une et indivisible, la sûreté des personnes et des propriétés ; je jure de n'employer les pouvoirs qui m'ont été confiés par le peuple que pour faire respecter la souveraineté nationale».

Face à la montée des périls, les Montagnards avec l'aide des députés de la Plaine perfectionnent les mécanismes de la Terreur déjà mis en place. Dès juillet, le rapport des forces est en leur faveur. En août, ils font le siège des villes aux mains des Girondins. Au début de ce mois, la commission bordelaise de salut public a prononcé sa dissolution. Le sort des députés proscrits est désormais scellé : faute d'avoir vaincu, il leur faut affronter la mort. Ceux qui sont restés à Paris, comme Brissot, Cessonnier, Vergniaud, Ducos, Boyer-Fonfrède..., sont guillotinés lors de la grande fournée de 31 octobre. Ceux qui ont trouvé refuge en province sont contraints au suicide, comme Buzot et Pétion, ou à la clandestinité en attendant d'être dénoncés et guillotinés comme Guadet et les siens en juin 1794. Frères dans le trépas et dans l'histoire romantique et républicaine du XIX<sup>e</sup> siècle, illustrée par Lamartine dans son *Histoire des Girondins*, ces hommes de la Révolution étaient-ils de leur vivant aussi solidaires les uns des autres et aussi différents de leurs adversaires de la Montagne ?

### «Parle-moi de Monsieur Marat...»

La diversité de leurs dénominations incite à la prudence : tantôt Brissotins, Rolandistes, Buzotins, Girondistes, ils ne deviennent Girondins que dans l'histoire. Ces appellations reflètent l'autorité des personnalités les plus en vue au gré des événements. Il est normal que la plus fréquente soit celle de Brissotins en raison du rôle de premier plan de Jacques-Pierre Brissot, journaliste réputé et député à la Législative puis à la Convention. A ses côtés, les seconds rôles ne manquent pas de talent et d'indépendance d'esprit puisqu'ils s'appellent Vergniaud, Cessonnier, Pétion, Condorcet, Buzot, Cuadet, sans oublier Manon Roland, l'égérie du groupe, qui fait et défait les réputations des acteurs de la Révolution dans son salon de la rue Guéné-

gaud et mène la carrière de son mari, promu en mars 92 ministre de l'intérieur.

Derrière ces personnalités marquantes, comment définir les autres Girondins ? Comme les Montagnards, il ne sauraient former un parti au sens où nous l'entendons aujourd'hui, ni même un groupe homogène tant sont ténues parfois les frontières qui les séparent de leurs collègues de la Plaine ou du «centre». Comptables des divers choix et votes à la Convention, les historiens ont recensé environ 140 députés de la Gironde et 260 de la Montagne, sur un ensemble de 750 députés. Mais ces chiffres approximatifs ne signifient ni une appartenance à toute épreuve, ni une fidélité inconditionnelle vis-à-vis du groupe. Seul reste attaché à chaque camp le noyau dur des députés qui entendent montrer aux autres la bonne voie de la Révolution. En ce domaine, les députés du département de la Gironde se taillent incontestablement la part du lion avec Gensonné, Grangeneuve, Guadet, Ducos, Boyer-Fonfrède, et, surtout, Vergniaud, le plus grand orateur de la Convention. Faut-il voir dans cette adhésion l'empreinte de leurs origines géographiques ? Il est vrai que les députés girondins sont gens des bords de mer. Elus des départements de l'Ouest, du Sud-Ouest, du Languedoc et du Sud-Est, ils sont absents des régions frontalières du Nord et de l'Est, et peu représentés dans le Centre et à Paris. Hommes de la province, étrangers dans la capitale où ils vivent loin de leurs familles et de leurs biens, ils n'éprouvent envers la cité matrice de la Révolution que crainte et, bientôt répulsion.

Mais Paris, avant de les séparer, avait uni les futurs Girondins et Montagnards lorsqu'ils se retrouvaient ensemble pour la première fois, en octobre 1791, à la «gauche» de l'Assemblée législative, à l'opposé des Feuillants. Alors, tout semble les rapprocher : la pratique des mêmes professions, en tête celle d'avocat, une origine bourgeoise presque identique, à quelques écus près en faveur des Girondins, une éducation solide dans les meilleurs collèges religieux, une imprégnation de l'histoire de l'Antiquité, la référence des références, une lecture enthousiaste des philosophes du XVIII<sup>e</sup> siècle, une religion raisonnée et épurée, un engagement précoce en Révolution, une méfiance grandissante envers la monarchie et le souhait d'une république française qui servirait de modèle aux peuples d'Europe.



# RONDINS

Au club des Jacobins où la plupart se retrouvent aux débuts de la Législative, ces liens font d'eux des proches, voire des amis comme Pétion et Robespierre. Ce dernier jouit d'une autorité morale qui impressionne les nouveaux venus. Même Marat trouve grâce à leurs yeux : ainsi, Agathe Ducos écrit depuis Bordeaux à son mari, nouvellement élu à la Législative : «parle-moi de Monsieur Marat pour qui j'aurais de l'amitié, j'en suis sûre, puisque tu l'aimes et qu'il a un cœur sensible». La seule différence significative entre futurs Girondins et futurs Montagnards est leur écart d'âge : soit dix ans en moyenne. Elle est considérable compte tenu de la jeunesse des députés de la Législative. Elle est aussi fondamentale parce qu'elle fait des premiers les fils spirituels de Voltaire, et des seconds les disciples fervents de Rousseau. Peut-être est-elle responsable de la volonté de plus en plus affirmée des Girondins de mettre un terme au cours de la Révolution ?

*«Faut-il arrêter le mouvement*

**révolutionnaire !»**  
(Vergniaud)

Avant ce débat essentiel, prélude à leur affrontement final, d'autres événements préparent au sein de la Législative le futur divorce entre Montagne et Gironde. Les premières graves déchirures sont contemporaines du débat sur la guerre qui oppose Brissot et Robespierre au cours de l'hiver 1791-1792. Le premier veut qu'une croisade de la jeune nation délivre les peuples opprimés de l'Europe. Le second craint la défaite qui rétablira l'absolutisme, ainsi que la victoire qui fera le lit de gloire du premier général venu. Isolée, la voix de Robespierre n'est pas entendue par les députés quasi-unanimes qui choisissent la guerre au printemps 1792.

Ce choix entraîne les premières compromissions des Girondins et des ministres qui leur sont proches, Dumouriez, Roland, Clavière et Servan, tous liés désormais au destin de la monarchie qui joue avec eux à la politique du pire. Ont-ils pensé alors que la Révo-

lution était finie puisqu'ils avaient le pouvoir ? C'était sans compter sur la succession des défaites militaires, sur l'hostilité de Louis XVI et sur la pression du peuple qui, le 20 juin, force aux Tuileries la porte des appartements royaux. Dès lors, les Girondins ne contrôlent plus cette monarchie en sursis qui disparaît le 10 août sous les coups conjugués des sans-culottes et de la commune insurrectionnelle de Paris. Ils n'empêchent pas non plus la ruée des «septembriseurs» qui massacrent, début septembre, les suspects emprisonnés à Paris et dans les grandes villes. Décontenancés, puis effrayés, les Girondins ne crient bien haut leur indignation qu'après la nouvelle de la victoire de Valmy qui arrête, le 20 septembre, la marche des ennemis sur Paris.

Dès le lendemain, les débuts de la Convention marquent matériellement sur les gradins de la nouvelle assemblée la séparation des Girondins et des Montagnards. Grâce au maintien des députés de la Plaine, les plus nombreux, les Girondins sont les maîtres de la République qui vient de naître. Mais leurs responsabilités les dispersent et donc les affaiblissent. Aux uns, autour de Condorcet, revient la plus attendue des missions de la nouvelle assemblée : l'élaboration d'une nouvelle constitution. Aux autres est dévolue la tâche périlleuse de préparer le procès de Louis XVI au risque d'attiser dans le pays la Contre-Révolution et de donner à l'Angleterre le prétexte qu'elle attend pour entrer en guerre après l'occupation d'Anvers par l'armée française. La jeune nation est en passe de devenir grande et d'intervenir partout où les peuples «voudront recouvrer leur liberté».

Le procès du roi est un échec pour les Girondins. Ils l'ont préparé sans hâte, espérant le retarder par la multiplication des questions de procédure. Et ils n'ont que des arguments juridiques et historiques à opposer au principe existentiel que Robespierre et Saint-Just ont posé en préliminaire aux débats de décembre 92 : «Louis doit mourir pour que la patrie vive» ! Enfin, quand ils invoquent, en cas de mort du roi, la menace d'une coalition dirigée par l'Angleterre, ne sont-ils pas en contradiction avec l'un de leurs chefs, Brissot, qui entend mettre au même moment toute l'Europe à feu et à sang ? A la fin du procès, ils se voient refuser par la majorité de la Plaine, alliée à la Montagne, le recours à l'appel aux assemblées primaires du peuple, instances décisives à leurs yeux pour ratifier ou



Delaroche. *Les Girondins partant au supplice (1793)*.

# LA RÉVOLUTION FRANÇAISE

non le jugement de la Convention. Après ce vote négatif, les Girondins ne sont plus pour leurs adversaires que les «appelants», c'est-à-dire ceux qui ont voulu sauver Capet en dépit de la souveraineté de l'Assemblée.

*«Brissot et tous les pygmées de la Gironde»*

(Robespierre)

Au printemps 1793, lorsque se noue la première coalition européenne contre la Révolution, les Girondins ont encore la situation en mains. Ils ont seulement besoin de victoires rapides à l'intérieur et à l'extérieur. Or, ils ne récoltent que défaites : Paris a faim et les sections demandent la taxation des denrées ; la Vendée se soulève en mars 93 et Dumouriez, vaincu le 18 mars à Neerwinden, passe à l'ennemi. Sa trahison précipite la perte des Girondins, rejetés malgré eux hors du cours de la Révolution. Ce sont les Montagnards qui tentent de redresser la situation. Mais à quel prix ! Réticents sur le principe, ils font de l'économie dirigée une nécessité au printemps 93. Ils mettent en place les armes et les organismes du gouvernement révolutionnaire, prélude à la Terreur. Conscients d'être perdus à Paris et à l'assemblée, les Girondins en appellent à leurs départements et font assaut de discours contre Robespierre et Marat. Le 23 avril 1793, ils obtiennent même la mise en accusation de Marat... Victoire éphémère puisque l'accusé est acquitté le lendemain par le tribunal révolutionnaire. Victoire suicidaire puisqu'elle précipite la mobilisation des sections parisiennes et leur action décisive des 31 mai et 2 juin.

Pour faire condamner la «faction girondine», les Montagnards n'eurent que l'embarras du choix : reprocher à Brissot d'avoir été pour de l'argent l'agent de la contre-Révolution, dénoncer les relations des chefs de la Gironde avec Dumouriez, le général traître, accuser tous les Girondins d'être des royalistes et des fédéralistes. Accusations terribles mais non fondées, à moins que l'on confonde fédéralisme et départementalisme, que l'on refuse à la province le droit de s'exprimer et que l'on soutienne que royaute et république ne sont qu'une même forme de gouvernement. Seul leur bellicisme pouvait leur être reproché. Il le fut vigoureusement par ceux qui les avaient suivis dans l'aventure de la guerre. Voilà que ces hommes, sincèrement attachés à la paix, mouraient pour avoir préconisé un ultime conflit : celui qui devait apporter la Liberté à tous les peuples d'Europe !

Anne-Marie COLULA

## LA NOBLESSE BORDELAISE

**L**e 25 octobre 1793, alors que de gracieuses citoyennes garnissent les balcons pour assister à un spectacle déjà familier, l'ancien maire de Bordeaux, François Armand Saige, tête nue, remonte la rue Bouffard pour se rendre Place Dauphine au rendez-vous de son bourreau. Avocat Général avant 1789, anobli de fraîche date, ririssime car son père avait fait fortune dans le négoce, il était l'incarnation de cette noblesse parlementaire bordelaise récente et cultivée, qui n'hésita pas à suivre le courant des réformes avant de tomber pour crime de fédéralisme.

Saige symbolisait parfaitement un parlement qui dominait la noblesse bordelaise à la fin de l'Ancien Régime mais en réalité les quelques 830 familles qui constituaient alors le second ordre réfractent l'image d'un corps divisé par des clivages économiques, sociaux et politiques. En proie à des querelles intestines avivées depuis les réformes de Maupeou, la noblesse apparaît comme un corps en voie de désagrégation qui revendique pêle-mêle dans ses cahiers la suppression de l'arbitraire, les libertés prônées par les Lumières et l'égalité fiscale, sciant par là même la branche sur laquelle il est assis.

Fidèles à leur tradition, les nobles assurèrent en juillet-août 1789, leur rôle traditionnel de conseillers et de guides de la communauté en essayant de canaliser le mouvement dans le réformisme et en dirigeant les bataillons des gardes nationales girondines. Ce n'est que progressivement qu'ils s'en détachèrent, dans le courant de 1790, au moment des violences contre les châteaux, de l'anarchie dans les campagnes mais surtout de la mise en place d'une politique religieuse qu'ils désapprouvaient profondément.

Très peu continuèrent alors comme Saige à occuper des fonctions officielles et pour la plupart s'ouvrent les voies incertaines du repli sur leurs propriétés

rurales, de la proscription, de l'émigration et de ses aléas dans une période où la guerre à la noblesse étant déclarée, le seul choix résidait souvent entre la fuite ou la mort. Trois cent cinquante nobles environ préférèrent l'exil mais cette solution attira plutôt la noblesse d'épée qui espérait souvent s'engager dans les armées des princes. Parmi ceux qui choisirent d'affronter les foudres de Tallien et de M.A. Jullien, quatre vingt douze suivirent la destinée de Saige, treize furent condamnés à la détention et treize seulement furent acquittés. Aux yeux de Lacombe, le redoutable président de la Commission Militaire, être noble, c'était déjà être coupable et la plupart des condamnations furent prononcées sur simple dénonciation de voisinage, pour avoir entretenu une correspondance avec des parents émigrés mais pratiquement pas pour d'authentiques activités contre-révolutionnaires.

A la noblesse, la Révolution française coûta donc fort cher en vies humaines mais cela ne suffirait pas à expliquer un éventuel recul si ces condamnations, ces séparations des familles ne survenaient pas dans un contexte préexistant de malthusianisme démographique. Certes, de nombreuses familles perdirent leur patrimoine vendu comme Bien National mais nombreux furent aussi ceux qui réussirent à la conserver en usant de subterfuges comme le divorce ou à le racheter lors de leur rentrée en France. Les listes électorales de l'Empire et de la Restauration nous renvoient d'ailleurs l'image d'une noblesse toujours économiquement puissante mais très fortement amoindrie numériquement. Accéléré par le Code civil qui instaurait le partage des biens entre tous les héritiers, commençait alors un lent mais inexorable déclin.

**Michel FIGEAC**  
Chargé de cours  
à l'Université de Bordeaux III



# D'UNE RHÉTORIQUE DE COLLÈGE A L'HYMNE RÉVOLUTIONNAIRE

**E**n avril 1792, l'ardeur belliqueuse qui soulève la France inspire à Claude Joseph Rouget de Lisle son *Chant de guerre pour l'Armée du Rhin*, adopté peu après par le bataillon des Marseillais, et qui sera décreté hymne national, le 14 juillet 1795.

L'auteur, capitaine du génie alors en garnison à Strasbourg, est ce que nous appellerions «un amateur distingué». Assez musicien pour composer, en do majeur et à quatre temps, une mélodie simple mais fermement cadencée, sur laquelle, voici un peu plus d'un siècle, Ambroise Thomas a élaboré ce qui demeure l'orchestration officielle. Et rimeur assez habile pour aligner, tels des bataillons bien carrés, ces six strophes de huit octosyllabes qui, avec la transition d'un refrain plus ample, forment le texte immuable de *La Marseillaise*.

Une nuit aurait suffi, paraît-il, au fougueux patriote pour improviser ce chant qui

va enthousiasmer le maire de Strasbourg, Frédéric de Dietrich, avant de galvaniser les armées de la Révolution, puis d'exalter le sentiment national chez des générations de citoyens. Il importe peu que cette «inspiration sublime», comme on disait à l'époque, soit semi-légendaire, ou du moins relative. La musique de Rouget de Lisle, rappelle, en moins savant, celle de Grétry. Cet officier — qui se piquera un peu plus tard de publier une *Histoire de Quiberon* et des pièces de théâtre — reste imprégné de la Rhétorique apprise au collège. Il n'y a guère de vers de *La Marseillaise* où ne se reconnaîse l'affection du style noble, les réminiscences gréco-latines et les figures stéréotypées hautement prônées par les Traités classiques de la belle élocution. De là, cette *horde d'esclaves*, ces *cohortes étrangères et phalanges mercenaires*, ces *despotes sanguinaires* que vaincra le *bras vengeur* de nos *fiers guerriers*. De là encore, les *fers* et

*le joug de la tyrannie, ces tigres [déchirant] le sein de leur mère*, dont il faut que *le sang impur abreuve nos sillons...*

Or, cette imagerie désuette, qui rend à peu près insupportable la poésie néo-classique, ne gêne pas, ou à peine, dans *La Marseillaise*. Comme si le décalage entre une forme très conservatrice et la violence révolutionnaire d'une clamour chargée d'invectives et de menaces n'était une anomalie. Ou comme si les paroles s'étaient peu à peu délestées de leur acceptation précise, au profit d'un symbolisme diffus mais puissant : soutenu par l'élan mélodique ; enrichi par le souvenir des circonstances, triomphantes ou poignantes, où depuis deux siècles, cet appel a pu résonner — *Allons, enfants de la patrie...*

Anne-Marie PERRIN-NAFFACK  
Lettres et Arts

## 1776, 1789 : DEUX RÉVOLUTIONS

**L**e monde, à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, connut deux révolutions qui étaient très semblables sur le plan idéologique. L'une eut lieu dans les anciennes colonies anglaises en Amérique du Nord, l'autre sur le sol d'un pays qui depuis longtemps enrichissait l'histoire du monde : le vôtre. Dans cette année bicentenaire de la Révolution Française, il est normal qu'un Américain pense aux similarités et aux différences des deux événements.

Les idées des grands philosophes français du Siècle des Lumières comme Rousseau, Voltaire, d'Alembert, Diderot et surtout Montesquieu, servirent de base pour les mouvements libéraux de cette période. En 1776, dans les colonies américaines, ceci se traduit par une synthèse entre les idées françaises et américaines de Jefferson, Hamilton, Jay et Franklin qui créa la *Déclaration d'Indépendance* et onze ans plus tard notre Constitution. La Constitution, qui représente l'incarnation de nos aspirations politiques et sociales, permit de mettre en pratique une démocratie incorporant la séparation des pouvoirs gouvernementaux, l'égalité devant la justice, et les droits de l'individu. L'ensemble de ces principes fut repris de nouveau en 1789 par la France, d'abord avec la *Déclaration des*

*Droits de l'Homme*. La valeur de la liberté — qu'elle soit civile ou politique — était un des liens les plus tenaces entre nos deux pays, et il l'est toujours aujourd'hui. Mais bien qu'il y eût eu des similitudes philosophiques entre les Révolutions, les conditions dans lesquelles elles eurent lieu étaient différentes, ce qui donna à chacune son caractère individuel.

Dans les colonies américaines, les conditions politiques eurent la plus grande influence sur la Révolution Américaine. Leur économie était stable et croissante, et la société en général était égale. Les lois anglaises qui infligeaient des impôts et des contraintes administratives poussèrent le peuple Américain à se révolter. La France par contre se trouvait dans une condition générale très difficile. La société était largement divisée en trois groupes dont le plus influent, la noblesse, contrôlait le gouvernement. L'économie, éprouvée par des crises financières et par le mauvais temps qui détruisait les récoltes, n'avanza pas et le gouvernement ne trouvait pas de solution. Ce fut la bourgeoisie qui mena une lutte contre l'inégalité connue sous la monarchie absolue de l'ancien régime. Il s'agit d'un bouleversement de l'ordre social en France.

Les Américains peuvent donc apprécier l'importance de la Révolution Française pour l'histoire du monde. La nôtre fut une tentative pour le libéralisme et pour la démocratie. Mais elle eut lieu dans le «Nouveau Monde», écarté de l'Ancien. La Révolution Française introduit dans l'europe continentale une nouvelle idéologie. Même si cette idéologie prit presqu'un siècle pour fonder la démocratie qu'on connaît en France de nos jours, la Révolution forma une pensée inévitable à adopter pendant le XIX<sup>e</sup> siècle en Europe. Les deux Révolutions ouvrirent la porte de l'avenir pour le monde. Nous eûmes le plaisir de célébrer cet événement en 1976, et nous avons maintenant le plaisir de féliciter la France pour sa célébration. Unis, nous devons remercier les fondateurs de notre avenir, et en leur honneur, nous consacrer à ce que la *LIBERTÉ, l'ÉGALITÉ et la FRATERNITÉ* règnent dans notre monde pour les siècles à venir.

Catherine BELLORDRE  
et Hugo FERRERO  
Etudiants à l'Université de Californie  
à Berkeley

# COLLOQUES

1789-1989

## BICENTENAIRE DE LA RÉVOLUTION FRANÇAISE

Centre interdisciplinaire bordelais  
d'études des Lumières  
Institut d'Histoire

PEUPLE, PLÈBE, POPULACE,  
REPRÉSENTATIONS, IDÉES, QUOTIDIEN,  
DE L'ANCIEN RÉGIME AU  
TEMPS DES GIRONDINS,

12 ET 13 MAI 1989

Le colloque se propose d'étudier la perception, la représentation, l'idée que l'on a pu se faire du peuple avant et pendant la période révolutionnaire en privilégiant l'épisode girondin : comment on a commencé à prendre conscience d'une réalité sociale ancienne que l'urbanisation croissante des sociétés d'Ancien Régime rendait plus présente et pressante. Une exposition sur le même thème se tiendra au Musée d'Aquitaine.

Centre d'étude et de recherche  
sur le classicisme dans l'art moderne

Maison des pays Ibériques  
Université de Californie à Los Angeles (UCLA)

LE PROGRÈS DES ARTS RÉUNIS  
(1763-1815)  
MYTHE CULTUREL, DES ORIGINES  
DE LA RÉVOLUTION  
A LA FIN DE L'EMPIRE ?  
22-26 mai 1989  
(Bordeaux et Toulouse)

Arts et Lumières : l'idée de progrès (programmes didactiques, les traités, la presse, fêtes civiques, commandes publiques).  
Arts et politique : les rapports Paris-province (académies, associations, musées, expositions, concours, réformes des institutions).  
Arts et régions : le Sud-Ouest (artistes, échanges régionaux et internationaux, commandes privées, mécènes, collectionneurs, statut social de l'artiste).

LES RÉVOLUTIONS IBÉRIQUES  
ET IBÉRO-AMÉRICAINES  
A L'AUBE DU XIX<sup>e</sup> SIÈCLE  
2-4 JUILLET 1989

Ce colloque se propose de faire le point sur les *hypothèses* et les *interprétations* qui orientent l'étude des révolutions ibériques et ibéro-américaines ou qui en découlent, dans l'historiographie comme dans les investigations actuelles. Son champ chronologique s'étendra de la seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle (antécédents immédiats des révoltes) à nos jours (résonances, mémoire, influence idéologique).

## IMAGES LITTÉRAIRES DE LA RÉVOLUTION

Colloque international organisé par le Département de langue et littérature françaises de l'Université de Bordeaux III  
les 12 et 13 octobre 1989

Étude du retentissement et de l'influence des événements et des idées de la Révolution française de 1789 dans la littérature du XIX<sup>e</sup> et du XX<sup>e</sup> siècle.

Jeudi 12 octobre 1989.

9 h 30 : Ouverture du colloque par Monsieur le Recteur de l'Académie de Bordeaux.— 10 h : Première séance : Président : Michel HAUSSER ; Régina BOCHENEK-FRANCZAK (Université Jagellonne de Cracovie) : *Image immédiate et déformée de la Révolution à travers RESTIF DE LA BRETONNE*.— 10 h 30 : Anne-Marie NAF-FAKH (Université de Bordeaux III) *De l'Histoire au symbole : langage et images de la Révolution chez Victor Hugo*.— 11 h : Yves VADE (Université de Bordeaux III) *Les structures de l'espace dans «Quatre vingt treize» de Victor Hugo*.— 11 h 30 : Discussion.

Seconde séance : Président : Simon JEUNE.— 14 h Yolande LEGRAND (Université de Bordeaux III), *Alfred de VIGNY : de la cosm-éthique à la cosmo-folie*.— 14 h 30 : Michel HAUSSER (Université de Bordeaux III), *Alexandre DUMAS et la Révolution*.— 15 h : Martine MATHIEU (Université de Bordeaux III), *Le roman révolutionnaire : l'œuvre d'Alexandre DUMAS*.

sité de Bordeaux III), *L'ambiguité du discours révolutionnaire vis-à-vis des colonies à travers deux romans* : «*Georges*» d'Alexandre DUMAS (1843) et «*Les Marrons*» de HOUAT (1844).— 15 h 30 : Discussion.— 16 h 15 : Peter DUMACK (Université de STIRLING - Ecosse), *La Révolution Française et Charles Dickens*.— 16 h 45 : Jacques NOIRAY (Université de Bordeaux III), *Baudelaire et la Révolution*.— 17 h 15 : Discussion.— 18 h : Musique autour de la Révolution. Concert de l'Orchestre Universitaire de Bordeaux sous la direction de Jean-Louis LAUGIER, Amphi 700 de l'Université de Bordeaux III.— 19 h Réception Salle des Actes de l'Université.

Vendredi 13 octobre 1989

Troisième séance : Présidente : Barbara SOSIEN.— 10 h : Patrick FEYLER (Université de Bordeaux III), *La Révolution française vue par FLAUBERT*.— 10 h 30 : Bernard COCULA (Université de Bordeaux III), *Peuple et Raison : les contradictions de l'idéologie révolutionnaire à travers «les dieux soifs» d'Anatole France*.— 11 h : Simon JEUNE (Université de Bordeaux III), *Un poète aquitain de la Révolution française : Marc Amanieu (1851-1926)*.— 11 h 30 : Discussion.— Quatrième Séance : Présidente : Anne-Marie NAFFAKH.— 14 h : Paule BETEROUS (Université de Bordeaux III), *Images de la Révolution française dans l'«explosion» de Vicente BLASCO IBANEZ (3<sup>e</sup> tome de sa tétralogie «vive la République»)*.— 14 h 30 : Bernard SWIFT (Université de STIRLING - Ecosse), *Paul VALERY et le «creux» révolutionnaire*.— 15 h : Claude LES-BATS (Université de Bordeaux III), *l'image de la littérature révolutionnaire chez Thibaudet et dans les histoires de la littérature (1871-1940)*.— 15 h 30 : Discussion.— 16 h 15 : Marie-Christine BELLOSTA (Université de Bordeaux III), *MAURRAS, DAUDET et la Révolution : les caricatures de la haine*.— 16 h 45 : Rober NAVARRI (Université de Bordeaux III), *Images de la Révolution française dans les avant-gardes poétiques du XX<sup>e</sup> siècle*.— 17 h 15 : Barbara SOSIEN (Université Jagellonne de Cracovie), *Détruire pour construire : le thème obsédant du récidive*.— 17 h 45 : Discussion.— 20 h : Diner.

Maison des Sciences de l'Homme d'Aquitaine, Salle Jean Bordes, Esplanade des Antilles, Domaine Universitaire, 33405 TALENCE CEDEX.

Responsables scientifiques : Bernard COCULA, Michel HAUSSER.  
Secrétariat : Gisèle SCHWALB, U.E.R. de Lettres et Arts, Domaine Universitaire, 33405 TALENCE CEDEX. Tél. 56.84.50.74.



## SÉMINAIRE

### CENTRE DE RECHERCHES SUR L'AMÉRIQUE ANGLOPHONE

**Colloque bilatéral franco-américain :**  
**Discours sur les Révolutions II**  
**18-20 mai 1989**

L'objectif de l'équipe franco-américaine réunie pour ce colloque était de poursuivre, dans une perspective comparatiste, la réflexion entreprise à l'Université de Virginie en 1987, sur les discours révolutionnaires français et américains. Non seulement y-a-t-il eu poursuite mais aussi approfondissement de cette réflexion grâce à la qualité et à l'originalité des communications qui, en prenant pour cibles privilégiées les constitutions américaines et françaises, les relations entre Etat et Religion et l'enseignement des principes démocratiques, ont permis d'élargir le champ de la thématique aux modèles démocratiques américains et français.

Ce colloque a été précédé, le samedi 6 mai 1989, d'une cérémonie d'inauguration du buste de Thomas Jefferson offert par l'Université de Virginie aux Universités de Bordeaux I et de Bordeaux III. Cette cérémonie servait de lever de rideau à la Table Ronde qui s'est déroulée le même jour sur le thème : «Les révoltes françaises et américaines : l'influence de leurs modèles démocratiques dans le monde», sous la co-présidence du Sénateur Charles Mathias, Président de la Commission américaine pour le bicentenaire de la Révolution Française, et du Président Jacques Chaban-Delmas, avec la participation de S.E. l'Ambassadeur Philip Habib et de Peter Tarnoff, Président du Council on Foreign Relations à New York.

**JEUDI 18 MAI.**— MATIN : Ancienne Faculté de Droit, Place Pey-Berland. Allocution d'ouverture du colloque par le Président Dmitri-Georges LAVROFF. Président de Séance : Monsieur le Pro-

fesseur Jacques ELLUL, Université de Bordeaux I. Avec la participation de : James CEASER, Jean-Louis SEURIN, Christian LERAT, Dmitri-Georges LAVROFF.

APRÈS-MIDI : Maison des Sciences de l'Homme d'Aquitaine, Domaine Universitaire, Talence. Allocution de bienvenue de M. Jean DUMAS, Directeur de la M.S.H.A. : Président de séance : Monsieur le Professeur Régis RITZ, Président de l'Université de Bordeaux III. Avec la participation de : Françoise RAVEAUX, Théodore CAPLOW, Scott BRYSON, Robert DENOMME.

**VENDREDI 19 MAI** : MATIN : Ancienne Faculté de Droit, Place Pey-Berland. Président de séance : M. le Recteur Jean-Pierre POUSSOU, Université de Paris IV. Avec la participation de : Slobodan MILACIC, Roland H. SIMON, Jacques PALARD, Jean BÉRANGER.

APRÈS-MIDI : Ancienne Faculté de Droit, Place Pey-Berland. Président de séance : M. le Professeur Georges DUPEUX, Université de Bordeaux III. Avec la participation de : Charles GRISWOLD, Lenard BERLANSTEIN, Alexander SEDGWICK, Olivier ZUNZ.

**SAMEDI 20 MAI** : MATIN : Ancienne Faculté de Droit, Place Pey-Berland. Président de séance : Madame Judith HEIMANN, Consul Général des États-Unis à Bordeaux. Avec la participation de : Richard T. ARNDT, Robert FATTON, Robert EVANS, Jesse PITTS.

Comité d'organisation américain : Richard T. Arndt, Lenard R. Berlanstein, James W. Ceaser, Roland H. Simon.

Comité d'organisation français : Jean Béranger, Dmitri Lavroff, Jean-Louis Martres, Jean-Louis Seurin. Secrétaire du colloque : Christian Lerat.

L'Indian Council of Historical Research, en association avec le «Festival of France in India», organisait à Delhi du 27 février au 1<sup>er</sup> mars 1989 un séminaire franco-indien sur «India and the French Revolution». Historiens français et indiens y étaient conviés à confronter leurs résultats, aussi bien dans le domaine spécifique des pays tropicaux qu'à propos des grandes questions de l'histoire révolutionnaire. Deux historiens de l'Université de Bordeaux III participaient à cette rencontre. Paul Butel a présenté une communication sur «Revolution and the urban economy : maritime cities and continental cities», où à travers un bilan de l'économie urbaine, il a clairement distingué les conséquences négatives de la guerre sur les économies maritimes de l'essor économique que connaissent Paris et les villes du Nord et de l'Est à partir du Directoire. Jean Boutier, à propos de «Jacobin societies and political culture during the French revolution (1789-1795)», a analysé le rôle décisif de la Révolution dans la construction et la diffusion d'une culture politique démocratique, grâce à l'extraordinaire diffusion en France des sociétés «populaires». Paul Butel a également donné un séminaire sur l'«économie de la plantation» à la Muslim University d'Aligarh, au Department of Advanced Studies du professeur Irfan Habib.

J. BOUTIER  
Paul BUTEL

### IV<sup>e</sup> CONGRES DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE HISTORY AND COMPUTING

14 - 16 SEPTEMBRE 1989

Renseignements : Madame EYMARDBUDO, MPI.



F  
Frantour  
Tourisme

**Frantour Tourisme**  
**Votre Agence de Voyages**

**TRANSALPINO**

Gare SNCF Saint-Jean  
Pavillon Nord  
33800 BORDEAUX  
Tél. 56.91.09.30 - Téléx 540 590  
Télécopie 56.91.41.87

# EXPOSITION

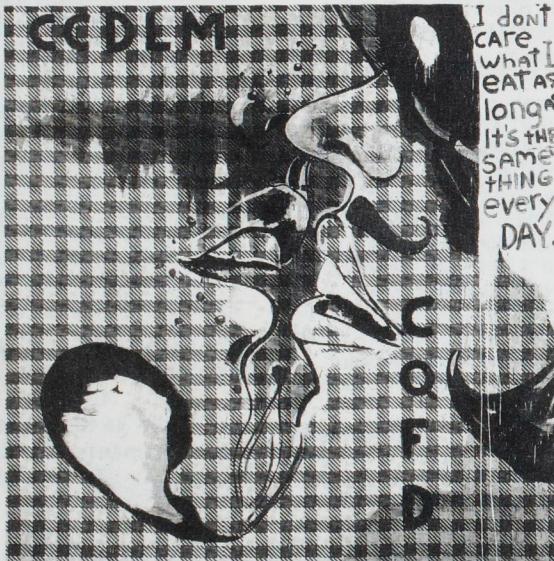
# CALENDRIER

## JULIAN SCHNABEL OEUVRES NOUVELLES

Du 5 mai au 24 septembre 1989, grande nef de l'Entrepôt Laîné, galeries du rez-de-chaussée.

L'œuvre de Julian Schnabel à laquelle de nombreux musées américains et européens consacrent depuis 1982 d'importantes expositions, manifeste un intérêt sans égal, parmi les peintres américains de sa génération, pour la culture et l'art européens. Ses premières

peintures citent Baudelaire, Artaud, Shakespeare dont il réalise les portraits. Elles témoignent du renouveau figuratif et expressionniste qui marque la création picturale aux débuts des années 80. Depuis dix ans, l'œuvre de Schnabel, caractéristique par la symbolique complexe qui la traverse, n'a cessé d'interroger autant le devenir que les fondements historiques de la peinture.



Julian Schnabel, "The Kiss (I don't Care What I eat as Long as it's the Same Thing Every Day)", 1988, huile et gesso sur bâche, 488 x 488 cm.

### □ Lundi 5 juin

La FNAC présente : *1989, ou le mémorable été*, par CATUL, Espace Saint-Christoly, Exposition jusqu'au 26 juin.

### □ Mercredi 7 juin

Casa de Goya, conférence : *Situación y perspectivas del cine español actual* par Manuel Cambonero, à 18 heures.

CAPC Musée présente : *La photographie, matériau et média*, Entrepôts Laîné de 18 h à 20 h 30.

### □ Vendredi 12 juin

La Casa de Goya présente : *Los paraíso perdidos*, un film de Banlio Martin Patino (1985), séance à 14 h, 16 h et 18 h, salon jaune, Bordeaux.

### □ Mercredi 14 juin

CAPC Musée présente : *Nouvelles attitudes aujourd'hui (Europe, Etats-Unis)*, Entrepôts Laîné à 20 h 30.

### □ Dimanche 18 juin

CAPC Musée propose : *Dimanche à Bordeaux*, visite commentée de l'exposition de Julian Schnabel, Entrepôts Laîné.

### □ Mercredi 21 juin

CAPC Musée propose : *Soirée au musée*, visite commentée de l'exposition de Julian Schnabel, à 19 h, Entrepôts Laîné.

### Vendredi 14 juillet

CAPC Musée propose : *Nuit du patrimoine*, ouverture exceptionnelle du musée de 11 h à 2 h, Entrepôts Laîné.

### □ Dimanche 17 septembre

CAPC Musée propose à ses abonnés : *Dimanche à Bordeaux*, à 11 h 30.

**SMESO**  
**LA MUTUELLE ETUDIANTE**